



à : FSU, UNSA Education, Sgen-CFDT,
CGT Educ'action, SNALC, SUD Education

Proposition intersyndicale nationale

Carte scolaire 2025

Chers camarades,

Les personnels de l'Education nationale touchent du doigt les conséquences de la mise en œuvre du budget du Premier ministre Bayrou.

Dans le 1^{er} degré, les 670 suppressions de postes d'enseignants (en prenant en compte les 200 postes réservés aux dispositifs issus de l'Acte 2 de l'Ecole inclusive et notamment les pôles d'appui à la scolarité) ont provoqué plus de 5000 fermetures de classes.

Cette avalanche inédite de fermetures de classes provoque colère et résistance dans tous les pays, en particulier, mais pas seulement, dans les zones rurales. Personnels, parents d'élèves et élus locaux défendent partout leurs classes par des grèves, des blocages d'école, des manifestations, des rassemblements. Dans l'Yonne, en Haute-Loire, dans le Tarn, en Gironde, en Haute-Garonne, en Côte d'Or... et dans bien d'autres départements une intense mobilisation a lieu contre les fermetures de classe. La résistance des personnels, parents d'élèves et élus locaux permet d'ailleurs bien souvent de sauver les classes concernées.

A Paris, les personnels se sont mobilisés par la grève, à plusieurs reprises, avec l'ensemble des organisations syndicales contre les suppressions de postes et pour le maintien du régime de décharge dérogatoire des directeurs d'école parisiens et ont pu obtenir de la ministre un moratoire sur la remise en cause des décharges de direction, ce qui est une première victoire et un encouragement à poursuivre la mobilisation.

Dans les collèges et lycées, les personnels prennent également la mesure du chaos qui s'annonce pour la rentrée 2025 avec des suppressions d'heures et de postes dans plus de la moitié des académies et une réduction du nombre de postes aux concours d'accès à l'enseignement. Plusieurs établissements se mobilisent ainsi actuellement sur la question des DHG.

Dans plusieurs départements, les personnels et les parents manifestent également pour dénoncer les redéploiements et suppressions de postes d'infirmières, d'assistantes sociales.

Dans ce contexte, après un premier rassemblement au ministère samedi 15 mars, le comité national de liaison des départements réunissant des parents, des personnels, des élus, des représentants de la FCPE, de la FNEC FP-FO de 21 départements indique dans son appel du 19 mars :

« Pour nos postes, nos classes, et toutes nos revendications, pour faire reculer la ministre, nous allons multiplier les liens entre parents et personnels, élargir notre réseau et nous coordonner encore plus.

Le Comité interdépartemental des écoles et établissements mobilisés appelle les personnels et les parents d'élèves à multiplier les réunions, à se coordonner sous toutes les formes possibles (par exemple sous la forme de comités départementaux), avec les syndicats qui le voudront, et à discuter :

- Du blocage par la grève et les occupations d'écoles à partir du 1er avril : fermons nos écoles, nos établissements et services et organisons le rapport de force !*
- De la montée au ministère le 2 avril de centaines de délégués venus de toute la France pour exiger de la ministre qu'elle lâche sur toutes les revendications ! »*

La FNEC FP-FO soutient totalement cette initiative.

Nous vous proposons de vous rencontrer pour en discuter et pour décider de toutes initiatives efficaces à même de contraindre la ministre à lâcher sur les revendications, notamment l'annulation des 5000 fermetures de classes et des 670 suppressions de postes dans le 1^{er} degré et la création de tous les postes nécessaires.

Nous proposons de nous voir par exemple le vendredi 28 mars à 17h30.

Salutations syndicales,

Clément Poulet, pour la FNEC FP-FO

à Montreuil 21 mars 2025